

## Madagascar s'enfonce dans l'incertitude

La Croix (France) - 06/01/13

**Ce pays aurait tout pour « décoller », alors que le pouvoir de transition installé après un coup d'État en 2009 ne fait que se prolonger depuis presque quatre ans et que la situation économique s'aggrave.**



(ANDREEA CAMPEANU / AFP)

**Le président de la Haute Autorité de transition malgache, Andry Rajoelina, en juillet 2012. Arrivé au pouvoir en 2009 avec le soutien de l'armée, son régime n'a jamais été reconnu par la communauté internationale.**

**Une élection présidentielle devrait se tenir le 8 mai 2013, mais beaucoup de Malgaches ne croient pas à la fin de la « transition » dirigée par le jeune Andry Rajoelina.**

Preuve que la situation à Madagascar est loin d'être confortable : aucun Malgache ni aucun ressortissant ne souhaiteraient voir son identité dévoilée. Pourtant, quoi de plus naturel que de parler de la situation sociale, politique et économique du pays dans lequel on réside ? « *Ici, nous ne sommes pas en démocratie, mais dans une forme de dictature* », souligne un observateur. À en juger par le comportement apparent du « président de la transition », [Andry Rajoelina](#), ancien maire de la capitale, Antananarivo, on pourrait croire que cette remarque est tout à fait exagérée.

Ce jeune dirigeant, âgé seulement de 38 ans, issu d'une famille aisée, qui a la réputation d'être un homme intelligent, ne ressemble en rien à un dictateur sanguinaire. Selon le patron d'une agence de voyages bien implantée à Madagascar qui a eu l'occasion de le rencontrer, « *Rajoelina est même un esprit brillant. Il est injuste de le réduire à son passé de disc jockey.* » Pourtant, une fois arrivé au pouvoir par le coup d'État de

2009 dont il n'était pas, loin s'en faut, l'unique instigateur, il a perdu peu à peu de sa crédibilité, au point que nul aujourd'hui n'ignore le fait qu'il tire personnellement avantage de sa position.

### **Quitter le « marigot » d'Antananarivo**

Aussi, bien des doutes sont émis quant à la promesse d'une élection présidentielle envisagée pour le 8 mai 2013. La fameuse « transition » dure en effet depuis maintenant plus de quatre ans, et plus elle se prolonge, moins les électeurs croient à sa fin : « *Je ne pense pas qu'elles auront lieu, il y a beaucoup trop de rapaces autour du président, et en ce moment plus que jamais il est l'otage de ces gens-là* », estime un homme d'affaires malgache. Celui-ci, écœuré par la pratique de la corruption à tous les étages de la société, et ayant perdu toutes ses illusions, a choisi d'émigrer vers le nord du pays, aussi loin que possible du « marigot » d'Antananarivo.

*« On nous dit que ça va redémarrer, que l'économie va repartir dans le bon sens. Mais ces mots d'espoir reviennent de manière cyclique sans que rien ne change. Pire, la situation s'aggrave, il y a de plus en plus de pauvres, une disparition progressive de la classe moyenne, et une poignée de gens de plus en plus riches »,* confie une directrice d'hôtel qui a déjà plusieurs années d'expérience dans divers lieux touristiques de Madagascar.

### **Opposition entre Rajoelina et Ravalomanana**

Une expression revient dans toutes les conversations : « *Depuis le début de la crise, ça ne s'arrange pas !* » La [crise](#) « malgacho-malgache » de 2009 a vu s'opposer l'ancien président de la République Marc Ravalomanana et l'actuel président de la transition, vainqueur du combat pour le pouvoir suprême. Que s'était-il passé alors ? Deux ans auparavant, lors des élections municipales à Antananarivo, Andry Rajoelina avait triomphé à 62 % devant Hery Rafalimanana, poulain de Marc Ravalomanana, alors au sommet de sa gloire et qui se prenait pour « le père de la nation ».

Ce dernier, par mesure de rétorsion, fit arrêter, en décembre 2008, la chaîne de télévision Viva TV appartenant au nouveau maire. Le 7 février 2009, des affrontements eurent lieu entre les partisans d'Andry Rajoelina et la garde présidentielle, faisant une trentaine de morts. Dès lors, le renversement de Marc Ravalomanana, accusé par l'opposition d'être le fomenteur de ces troubles qui avaient si mal tourné, était programmé. Grâce au soutien de l'armée gagnée par une mutinerie, Andry Rajoelina a pris le pouvoir le 17 mars 2009, a fait dissoudre le Parlement et a instauré le régime de « la Haute Autorité de transition » (HAT) qui n'a jamais été reconnu officiellement par la communauté internationale. Son adversaire, Marc Ravalomanana, fut alors obligé de quitter le pays et vit aujourd'hui en Afrique du Sud.

### **Partir sur de nouvelles bases**

Des bruits ont couru il y a peu selon lesquels cet ancien dirigeant, aujourd'hui âgé de 63 ans, que beaucoup de Malgaches regrettent car il avait doté le pays d'importantes infrastructures, aurait pu revenir dans la compétition électorale. Cela aurait représenté un vrai danger pour la HAT et pour les fractions de l'armée qui ont contribué à la mise en place de cette dernière, tenant en quelque sorte l'actuel président en otage. Mais Marc Ravalomanana, pressentant sans doute l'impossibilité de son retour, vient de prendre les devants en affirmant qu'il ne se représenterait pas.

De toute manière, selon plusieurs observateurs, le seul moyen de sortir de la crise politique malgache est d'écarter définitivement les deux principaux protagonistes et de partir sur de nouvelles bases. Des pressions de plus en plus fortes seraient exercées par la communauté internationale pour rendre également impossible la candidature d'Andry Rajoelina. « *Marc Ravalomanana est accusé d'avoir orchestré la fusillade devant le portail du palais d'État d'Ambohitsorohitra le 7 février 2009 et une plainte déposée par l'association des victimes lui crée des ennuis. Andry Rajoelina est accusé d'avoir pris le pouvoir par un coup d'État et, selon l'accord de Cotonou (NDLR : entre l'Union européenne et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique), l'auteur d'un tel exploit doit perdre ses droits d'éligibilité en tant que citoyen* », rappelle Éric Ranjalahy, éditorialiste du journal *L'Hebdo de Madagascar*.

En attendant, selon des indicateurs récents de la Banque mondiale, 44 % des 20 millions de Malgaches vivent dans une situation d'extrême pauvreté. Et ce pays, ancienne colonie française de 1896 à 1960, à peu près grand comme la France, compte 25 fois moins de kilomètres de routes. Quand on sait que le réseau routier constitue l'une des clés majeures du développement, Madagascar devra encore patienter longtemps.

---

## **Une magistrate en première ligne pour superviser l'élection**

Des élections dans quelques mois doivent permettre à Madagascar de retrouver une stabilité politique. Le processus est sous la responsabilité d'une Commission électorale nationale indépendante de la transition, présidée par Béatrice Atallah, magistrate de formation. Celle-ci a fixé la date du premier tour de l'élection présidentielle au 8 mai 2013 et celle du second tour au 3 juillet, jour prévu aussi pour les élections législatives.

L'élaboration des listes électorales représente le premier grand défi de la Commission. Après les agents recenseurs, c'est au tour des opérateurs de saisie de travailler d'arrache-pied pour boucler le recensement. Une difficulté importante est l'importance du nombre d'électeurs potentiels qui ne possèdent pas de carte d'identité nationale. Ils représenteraient de 8 à 10 % du corps électoral.

L'établissement d'une liste électorale sûre est très importante : un référendum constitutionnel organisé en novembre 2010 avait été vivement contesté car de nombreux électeurs potentiels n'avaient pas été inscrits.

**LOUIS de COURCY (à Antananarivo)**

Source : [http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Madagascar-s-enfonce-dans-l-incertitude-EP\\_-2013-01-06-895685](http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Madagascar-s-enfonce-dans-l-incertitude-EP_-2013-01-06-895685)